

COUR D'ARBITRAGE

F. 96 — 407

[C - 21043]

Arrêt n° 11/96 du 8 février 1996

Numéro du rôle : 842

En cause : le recours en annulation partielle de l'article 16 du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, introduit par S. Thiry et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, G. De Baets, E. Cereche, H. Coremans et A. Arts, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 mai 1995 et parvenue au greffe le 9 mai 1995, un recours en annulation partielle de l'article 16 du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques (publié au *Moniteur belge* du 8 novembre 1994) a été introduit par S. Thiry, demeurant à 1140 Bruxelles, avenue H. Dunant 5/19, C. Callant, demeurant à 7850 Enghien, rue Saint-Eloi 16, J. Michiels, demeurant à 1030 Bruxelles, rue Waelhem 19, et N. Neuenschwander, demeurant à 4621 Retinne, rue Sainte-Julienne 19.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 9 mai 1995, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 30 mai 1995.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 31 mai 1995.

Des mémoires ont été introduits par :

— le Gouvernement flamand, place des Martyrs 19, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 10 juillet 1995;

— le Gouvernement de la Communauté française, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 17 juillet 1995.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 11 août 1995.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 11 septembre 1995.

Par ordonnance du 18 octobre 1995, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 9 novembre 1995.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 19 octobre 1995.

Par ordonnance du 25 octobre 1995, la Cour a prorogé jusqu'au 8 mai 1996 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

A l'audience publique du 9 novembre 1995 :

— ont comparu :

. Me H. Dineur *loco* Me Y. Lachman, avocats du barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. Me J. Bourtembourg, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

. Me F. Libaut *loco* Me P. Devers, avocats du barreau de Gand, pour le Gouvernement flamand;

— les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet des dispositions attaquées*

L'article 16 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques assure à l'étudiant le libre choix de l'institution universitaire à laquelle il désire s'inscrire. Il prévoit toutefois que les autorités universitaires peuvent refuser l'inscription d'un étudiant, par décision motivée, « en application des dispositions arrêtées par le Gouvernement ». Il précise également les recours qui peuvent être intentés contre les décisions de refus.

IV. *En droit*

— A —

*Position des requérants**Quant à la recevabilité*

A.1 Les requérants sont étudiants, les trois premiers à l'Université libre de Bruxelles, la quatrième, à l'Université de Liège. Ils souhaitent, au terme de l'année académique, poursuivre leurs études ou en entamer de nouvelles dans l'institution universitaire de leur choix. Les dispositions attaquées les affectent directement et défavorablement puisqu'ils risquent de ne plus pouvoir le faire.

*Quant au fond**Premier moyen*

A.2. L'article 16, alinéa 2, du décret attaqué est inconstitutionnel en ce qu'il prévoit que les autorités universitaires peuvent refuser l'inscription d'un étudiant en application des dispositions à arrêter par le Gouvernement alors que, selon l'article 24, § 5, de la Constitution, « l'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret ».

Ainsi que l'a souligné le Conseil d'Etat dans ses arrêts n^{os} 33.144 et 34.237, le Constituant a doublement renforcé la primauté du décret sur les arrêtés du Gouvernement : par l'adoption de l'article 24, § 5, et par le pouvoir donné à la Cour de confronter les lois et décrets à cet article.

A.3. L'accès à l'enseignement constitue un élément essentiel de sa réglementation. La disposition attaquée bouleverse la situation antérieure et accorde au pouvoir exécutif une délégation qui excède la simple mise en oeuvre des principes arrêtés par le législateur lui-même. La section de législation du Conseil d'Etat avait fait observer, dans son avis, que « ces limites strictes dans lesquelles le Constituant a entendu contenir les délégations dans la matière de l'enseignement et dont il a confié le contrôle à la Cour d'arbitrage ne sont manifestement pas respectées en l'espèce » (Doc. C.C.F., 1993-1994, n^o 166/1).

Second moyen

A.4. La disposition entreprise viole les articles 10, 11 et 24 de la Constitution en ce qu'elle prévoit, de manière générale, que les autorités universitaires peuvent refuser l'inscription d'un étudiant en application des dispositions à arrêter par le Gouvernement de communauté, le législateur traitant de manière identique les établissements de l'enseignement libre et de l'enseignement officiel alors qu'il existe des différences objectives entre ces deux catégories d'établissements (voir l'arrêt n^o 27/92).

*Position du Gouvernement de la Communauté française**Quant à la recevabilité*

A.5. L'intérêt allégué par les requérants est purement hypothétique. Aucun refus ne leur a été notifié. Ils ne démontrent pas qu'en cas d'échec à la session de septembre 1995, ils ne seraient pas autorisés à s'inscrire pour la prochaine année académique, soit parce qu'ils auraient triplé, soit parce qu'ils n'auraient pas réussi deux candidatures en trois ans. La disposition attaquée ne les affecte donc pas directement et défavorablement dans un avenir prévisible.

A supposer même que tel soit le cas, leur préjudice ne découlerait pas de la disposition attaquée puisque les autorités universitaires pourraient refuser leur inscription sur la seule base de leur règlement intérieur. Les dispositions attaquées leur procurent un avantage en leur apportant la garantie d'une possibilité de recours, soit auprès du ministre, soit auprès d'une commission de recours interne à chaque université. Le recours en annulation est donc irrecevable.

*Quant au fond**Premier moyen*

A.6. L'article 24, § 5, de la Constitution n'empêche pas que des délégations soient données au Gouvernement, portant sur la mise en oeuvre des principes arrêtés par le législateur lui-même. Ce que le décret ne peut abandonner à l'autorité déléguée, c'est la fixation des principes essentiels ou des options de base, sans lui imposer certaines limitations.

En l'espèce, les dispositions essentielles se trouvent inscrites dans le décret lui-même : le principe de la possibilité d'un refus d'inscription et les deux mécanismes de recours. La délégation se limite aux modalités de la décision motivée.

A.7. Les critiques émises par la section de législation du Conseil d'Etat ne visaient pas l'article attaqué mais les articles 10, § 2, 11 et 17.

A.8. Dès avant l'adoption du décret en cause, l'inscription des étudiants pouvait être refusée pour autant que le refus ne fût pas discriminatoire (article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 pour les universités de la Communauté; jurisprudence constante pour les autres). Une commission de recours était déjà prévue dans les règlements intérieurs des universités. La disposition attaquée a pour seul effet d'encadrer les décisions de refus, de telle manière qu'elles ne soient plus des décisions purement internes des universités, mais qu'elles respectent les modalités prévues par le Gouvernement.

Second moyen

A.9. La possibilité de refuser l'inscription d'un étudiant pour des motifs particuliers (triplement ou échec répété en candidature) était déjà inscrite à l'article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 et dans les règlements intérieurs des universités. Le décret attaqué n'a fait que confirmer cette possibilité, tout en y apportant certaines garanties sur le plan juridique : l'obligation de motivation et les possibilités de recours.

A.10. On ne voit pas en quoi les requérants seraient victimes d'une discrimination. Ils n'ont pas intérêt à leur moyen.

A.11. Les différences existant entre établissements officiels et libres n'interdisent pas au législateur de permettre dans l'un et l'autre cas qu'une institution universitaire puisse ne pas admettre tous les candidats élèves. L'objectif est, au contraire, d'apporter plus d'égalité entre les réseaux (Doc. C.C.F., 1993-1994, n^o 166/1, p. 1, et avis du Conseil d'Etat, p. 36).

A.12. Les deux catégories d'établissements ne sont pas mises sur le même pied, le législateur ayant prévu, en ce qui concerne les institutions universitaires organisées par la communauté, des restrictions — motivation et recours spécifique — que ne connaissent pas nécessairement les établissements libres.

A.13. La loi du changement interdit qu'aucune personne puisse se prévaloir d'un droit acquis au maintien d'une réglementation qui lui paraît plus favorable.

Position du Gouvernement flamand

A.14. Le Gouvernement flamand s'en remet à la sagesse de la Cour et se réserve de préciser ultérieurement sa position.

*Réponse des requérants**Quant à la recevabilité*

A.15. Par la généralité des termes de la délégation qui lui est faite, le Gouvernement de la Communauté pourrait prévoir des causes de refus permettant par exemple de refuser l'inscription d'un étudiant doublant ou même d'introduire un *numerus clausus*. Les requérants courent donc le risque de ne pouvoir terminer leurs études ou en entamer de nouvelles. Il n'est pas requis qu'ils prouvent avoir déjà subi un préjudice, ce qui reviendrait à empêcher toute personne de saisir la Cour d'un recours contre une disposition législative qui n'a pas été exécutée dans les six mois de sa publication au *Moniteur belge*.

*Quant au fond**Premier moyen*

A.16. L'article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 permettait au recteur d'une université de refuser l'inscription d'un étudiant, mais pour autant qu'il « n'entre pas en ligne de compte pour le financement » de l'université.

La disposition attaquée instaure une règle générale permettant le refus d'inscription d'un étudiant, et elle ne fixe aucune limite au pouvoir qu'elle délègue au Gouvernement.

A.17. La critique émise par la section de législation du Conseil d'Etat quant à l'ampleur des délégations accordées au Gouvernement visait à titre d'exemple l'article 10, § 2, mais elle s'applique à toutes les délégations du décret portant sur un élément essentiel qui doit être réglé par le législateur lui-même.

— B —

Quant à la recevabilité

B.1. L'article 16 du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques dispose :

« L'étudiant choisit librement l'institution universitaire à laquelle il souhaite s'inscrire.

Toutefois, par décision motivée, en application des dispositions arrêtées par le Gouvernement, les autorités universitaires peuvent refuser l'inscription d'un étudiant.

Lorsque ce refus émane d'une institution universitaire organisée par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 30 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le ministre qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les institutions universitaires subventionnées par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission, qui représente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus. »

B.2. Les requérants, qui font actuellement des études universitaires, peuvent être directement et défavorablement affectés par la disposition attaquée puisqu'ils pourraient à l'avenir se voir refuser leur inscription, s'ils ne satisfaisaient pas aux dispositions qui seraient arrêtées par le Gouvernement en vertu de la délégation qui lui est accordée par l'alinéa 2 de l'article 16.

Il ne peut être exigé des requérants qu'ils établissent dès à présent que la norme attaquée leur causera un préjudice puisque le Gouvernement n'a pas encore arrêté les dispositions qu'il est habilité à prendre, que, lorsqu'elles auront été prises, ces dispositions pourront être modifiées par lui et que les requérants doivent attaquer la disposition législative qui leur fait grief dans les six mois de sa publication au *Moniteur belge*. Les requérants justifient donc d'un intérêt à leur recours.

Quant au fond

B.3. L'article 24, § 5, de la Constitution dispose :

« L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret. »

Aux termes du rapport fait au nom de la Commission de la révision de la Constitution et des réformes des institutions, le Constituant a voulu que « seules des personnes démocratiquement élues (puissent) régler par des règles générales l'octroi de subsides à l'enseignement ainsi que son organisation et son agrément » (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1988, 100-1/2°, p. 4).

B.4. Les conditions auxquelles une inscription peut être refusée dans un établissement universitaire relèvent de l'organisation de l'enseignement visée à l'article 24, § 5, de la Constitution.

B.5. Le Constituant n'a pas entendu interdire toute délégation qui serait accordée par le législateur au gouvernement. Une telle délégation ne saurait toutefois être à ce point étendue qu'elle laisserait au gouvernement le soin de fixer des règles essentielles à l'organisation de l'enseignement.

B.6. En l'espèce, le législateur décréte s'est borné à disposer que les autorités universitaires peuvent refuser l'inscription d'un étudiant, par une décision motivée, « en application des dispositions arrêtées par le Gouvernement ».

Le législateur décréte laisse ainsi au gouvernement de communauté le soin de fixer les critères selon lesquels une inscription peut être refusée. Ces critères sont des éléments essentiels de l'organisation de l'enseignement.

La délégation inscrite à l'article 16, alinéa 2, du décret attaqué n'est dès lors pas compatible avec l'article 24, § 5, de la Constitution.

Le moyen est fondé.

B.7. Seule la délégation accordée au Gouvernement est entachée d'inconstitutionnalité.

Par contre, en ce qu'elle habilite les autorités universitaires à refuser une inscription par décision motivée, la disposition attaquée n'est pas contraire à l'article 24, § 5, de la Constitution. En effet, ces autorités ne pourront user de cette faculté qu'en faisant application de critères fixés par des dispositions législatives.

Il convient donc d'annuler, au deuxième alinéa de l'article 16 du décret du 5 septembre 1994, les mots « en application des dispositions arrêtées par le Gouvernement ».

B.8. Le second moyen, tel qu'il est exposé, ne pouvant aboutir à une annulation plus étendue, il n'y a pas lieu de l'examiner.

Par ces motifs,
la Cour

annule, à l'article 16, alinéa 2, du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, les mots : « en application des dispositions arrêtées par le Gouvernement »;

rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 8 février 1996.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 96 - 407

[C - 21043]

Arrest nr. 11/96 van 8 februari 1996

Rolnummer 842

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van artikel 16 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, ingesteld door S. Thiry en anderen.

Het Arbitragehof,
samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans en A. Arts, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 mei 1995 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 mei 1995, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van artikel 16 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 november 1994), door S. Thiry, wonende te 1140 Brussel, H. Dunantlaan 5/19, C. Callant, wonende te 7850 Edingen, Sint-Elooistraat 16, J. Michiels, wonende te 1030 Brussel, Waelhemstraat 19, en N. Neuenschwander, wonende te 4621 Retinne, rue Sainte-Julienne 19.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 9 mei 1995 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 30 mei 1995 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 mei 1995.

Memories zijn ingediend door :

- de Vlaamse Regering, Martelaarsplein 19, 1000 Brussel, bij op 10 juli 1995 ter post aangetekende brief;
- de Franse Gemeenschapsregering, Surlat de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, bij op 17 juli 1995 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 11 augustus 1995 ter post aangetekende brieven.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 11 september 1995 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 18 oktober 1995 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 9 november 1995.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 19 oktober 1995 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 25 oktober 1995 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 8 mei 1996.

Op de openbare terechtzitting van 9 november 1995 :

— zijn verschenen :

- Mr. H. Dineur *loco* Mr. Y. Lachman, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;
- Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;
- Mr. F. Libaut *loco* Mr. P. Devers, advocaten bij de balie te Gent, voor de Vlaamse Regering;

— hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de bestreden bepalingen

Artikel 16 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden verzekert de student de vrije keuze van de universitaire instelling waar hij zich wil laten inschrijven. Het bepaalt evenwel dat de universitaire overheden de inschrijving van een student kunnen weigeren, bij een met redenen omklede beslissing, « met toepassing van de bepalingen die de Regering getroffen heeft ». Het vermeldt ook de beroepen die tegen de weigeringsbeslissingen kunnen worden ingesteld.

IV. In rechte

— 4 —

Standpunt van de verzoekers

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

A.1. De verzoekers zijn studenten, de eerste drie aan de « Université libre de Bruxelles », de vierde aan de « Université de Liège ». Aan het einde van het academiejaar wensen zij hun studie voort te zetten of een nieuwe studie te beginnen in de universitaire instelling van hun keuze. De aangevochten bepalingen raken hen rechtstreeks en op een ongunstige manier vermits zij het risico lopen zulks niet meer te kunnen doen.

Ten gronde

Eerste middel

A.2. Artikel 16, tweede lid, van het aangevochten decreet is ongrondwettig in zoverre het bepaalt dat de universitaire overheden de inschrijving van een student kunnen weigeren met toepassing van de door de Regering aan te nemen bepalingen, terwijl, volgens artikel 24, § 5, van de Grondwet, « de inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet ».

Zoals de Raad van State in zijn arresten nrs. 33.144 en 34.237 heeft beklemtoond, heeft de Grondwetgever de voorrang van het decreet op de besluiten van de Regering op twee manieren versterkt : door het aannemen van artikel 24, § 5, en door de aan het Hof gegeven bevoegdheid om de wetten en decreten aan dat artikel te toetsen.

A.3. De toegang tot het onderwijs vormt een essentieel element van de desbetreffende regelgeving. De aangevochten bepaling verandert de vroegere situatie grondig en verleent aan de uitvoerende macht een delegatie die de gewone inwerkingstelling van de door de wetgever zelf vastgelegde beginselen overschrijft. De afdeling wetgeving van de Raad van State had in haar advies doen opmerken dat « die strikte grenzen waarbinnen de Grondwetgever de delegaties inzake onderwijs heeft willen beperken en waarvan hij de toetsing aan het Arbitragehof heeft toevertrouwd, ten deze kennelijk niet in acht zijn genomen » (Doc. C.C.F., 1993-1994, nr. 166/1).

Tweede middel

A.4. De aangevochten bepaling schendt de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet doordat zij op een algemene manier erin voorziet dat de universitaire overheden de inschrijving van een student kunnen weigeren met toepassing van de bepalingen die door de Gemeenschapsregering moeten worden aangenomen, terwijl de wetgever de instellingen van het vrij onderwijs en het officieel onderwijs op een identieke manier behandelt, hoewel tussen die twee categorieën van instellingen objectieve verschillen bestaan (zie arrest nr. 27/92).

Standpunt van de Franse Gemeenschapsregering

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

A.5. Het door de verzoekers aangevoerde belang is louter hypothetisch. Geen enkele weigering werd hun betekend. Zij tonen niet aan dat zij, ingeval zij in de zittijd van september 1995 niet zouden slagen, zich niet zouden mogen laten inschrijven voor het volgende academiejaar, hetzij omdat zij dat jaar drie keer zouden hebben gedaan, hetzij omdat zij niet in drie jaar voor twee kandidaturen zouden zijn geslaagd. De aangevochten bepaling raakt hen dus niet rechtstreeks en ongunstig in een nabije toekomst.

Gesteld zelfs dat dit het geval zou zijn, dan nog zou hun nadeel niet voortvloeien uit de aangevochten bepaling, aangezien de universitaire overheden hun inschrijving zouden kunnen weigeren enkel op grond van hun huishoudelijk reglement. De aangevochten bepalingen bieden hun een voordeel door hun de waarborg van een mogelijk beroep te geven, hetzij bij de Minister, hetzij bij een interne commissie van beroep in elke universiteit. Het beroep tot vernietiging is dus niet ontvankelijk.

Ten gronde

Eerste middel

A.6. Artikel 24, § 5, van de Grondwet belet niet dat aan de Regering delegaties worden gegeven in verband met de inwerkingstelling van de door de wetgever zelf vastgelegde beginselen. Wat het decreet niet kan overlaten aan de overheid waaraan de delegatie wordt gegeven, is het vaststellen van de essentiële beginselen of de beleidskeuzes, zonder dat haar bepaalde beperkingen worden opgelegd.

Ten deze zijn de essentiële bepalingen in het decreet zelf opgenomen : het beginsel van de mogelijke weigering van een inschrijving en de twee mogelijkheden van beroep. De gegeven delegatie beperkt zich tot de modaliteiten van de met redenen omklede beslissing.

A.7. De door de afdeling wetgeving van de Raad van State geformuleerde kritiek beoogde niet het aangevochten artikel, doch de artikelen 10, § 2, 11 en 17.

A.8. Reeds vóór de aanneming van het in het geding zijnde decreet kon de inschrijving van de studenten worden geweigerd voor zover de weigering niet discriminerend was (artikel 27, § 7, van de wet van 27 juli 1971 voor de universiteiten van de Gemeenschap; vaste rechtspraak voor de andere). De huishoudelijke reglementen van de universiteiten voorzagen reeds in een commissie van beroep. De aangevochten bepaling heeft als enig gevolg dat wordt voorzien in een kader voor de weigeringsbeslissingen, zodat zij niet langer louter interne beslissingen van de universiteiten zouden zijn, maar de door de Regering voorgeschreven modaliteiten in acht zouden nemen.

Tweede middel

A.9. De mogelijkheid om de inschrijving van een student te weigeren om welbepaalde redenen (driemaal gezakt of voor de tweede maal gezakt in de kandidaturen) was reeds ingeschreven in artikel 27, § 7, van de wet van 27 juli 1971 en in de huishoudelijke reglementen van de universiteiten. Het aangevochten decreet heeft niets anders gedaan dan die mogelijkheid te bevestigen en tegelijkertijd bepaalde waarborgen op juridisch vlak toe te voegen : de motiveringsplicht en de mogelijkheden om beroep in te stellen.

A.10. Men ziet niet hoe de verzoekers het slachtoffer zouden zijn van een discriminatie. Zij hebben geen belang bij hun middel.

A.11. De bestaande verschillen tussen officiële en vrije instellingen verbieden de wetgever niet, in het ene en het andere geval, aan een universitaire instelling de mogelijkheid te bieden niet alle kandidaat-leerlingen toe te laten. De doelstelling bestaat integendeel erin meer gelijkheid tussen de netten te brengen (*Doc. C.C.F., 1993-1994, nr. 166/1, p. 1, en advies van de Raad van State, p. 36*).

A.12. De twee categorieën van instellingen zijn niet op gelijke voet gesteld, vermits de wetgever, wat de door de gemeenschap georganiseerde universitaire instellingen betreft, in beperkingen heeft voorzien — motivering en specifiek beroep — die niet noodzakelijkerwijze gelden in de vrije instellingen.

A.13. De wet van de veranderlijkheid verbiedt dat iemand een verworven recht zou kunnen doen gelden op de handhaving van een reglementering die hem voordeliger lijkt.

Standpunt van de Vlaamse Regering

A.14. De Vlaamse Regering verklaart zich te gedragen naar de wijsheid van het Hof en behoudt zich het recht voor later haar standpunt te preciseren.

Antwoord van de verzoekers

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

A.15. Door het feit dat de haar gegeven delegatie in algemene bewoordingen is gesteld, zou de Gemeenschapsregering weigeringsgronden kunnen hanteren die het bijvoorbeeld mogelijk maken de inschrijving van een overzittende student te weigeren of zelfs een *numerus clausus* in te voeren. De verzoekers lopen dus het risico hun studie niet te kunnen beëindigen of een nieuwe studie niet te kunnen aanvragen. Het is niet vereist dat zij bewijzen reeds een nadeel te hebben ondergaan, wat erop zou neerkomen dat een ieder wordt verhinderd bij het Hof een beroep aanhangig te maken tegen een wetsbepaling die niet ten uitvoer is gelegd binnen zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Ten gronde

Eerste middel

A.16. Artikel 27, § 7, van de wet van 27 juli 1971 bood de rector van een universiteit de mogelijkheid de inschrijving van een student te weigeren, doch enkel voor zover hij « niet in aanmerking komt voor de financiering » van de universiteit.

De aangevochten bepaling voert een algemene regel in die het mogelijk maakt de inschrijving van een student te weigeren, en zij stelt geen enkele grens aan de bevoegdheid die zij aan de Regering delegeert.

A.17. De door de afdeling wetgeving van de Raad van State geuite kritiek ten aanzien van de omvang van de aan de Regering gegeven delegaties beoogde bijvoorbeeld artikel 10, § 2, doch zij is van toepassing op alle door het decreet gegeven delegaties die betrekking hebben op een essentieel element dat door de wetgever zelf moet worden geregeld.

— B —

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.1. Artikel 16 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden bepaalt :

« De student heeft de vrije keus van de universitaire instelling waar hij zich wil inschrijven.

Het bestuur van de universiteit kan echter, bij met redenen omklede beslissing, met toepassing van de bepalingen die de Regering getroffen heeft, de inschrijving van een student weigeren.

Wanneer de weigering uitgaat van een door de Franse Gemeenschap georganiseerde instelling kan de student binnen 30 dagen, bij aangetekend schrijven, beroep instellen bij de Minister, die binnen 30 dagen de weigering ongedaan kan maken.

De door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde universitaire instellingen voorzien in hun reglement in de oprichting en organisatie van een commissie voor de behandeling van de klachten van de studenten wier inschrijving geweigerd werd. Die commissie, waarvan de onafhankelijkheid gewaarborgd moet worden, kan de weigering ongedaan maken met inachtneming van de reglementsbevestigingen. »

B.2. De verzoekers, die thans een universitaire studie volgen, kunnen door de aangevochten bepaling rechtstreeks en ongunstig worden geraakt vermits in de toekomst hun inschrijving zou kunnen worden geweigerd indien zij niet zouden voldoen aan de bepalingen die door de Regering zouden zijn aangenomen krachtens de delegatie die haar bij het tweede lid van artikel 16 wordt gegeven.

Er kan van de verzoekers niet worden geëist dat zij nu reeds aantonen dat de aangevochten norm hun een nadeel zal berokkenen vermits de Regering nog niet de bepalingen heeft aangenomen waartoe zij gemachtigd is, en vermits die bepalingen, wanneer zij zullen zijn aangenomen, door de Regering zullen kunnen worden gewijzigd en de verzoekers de wetsbepaling die hen grieft, dienen aan te vechten binnen zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De verzoekers doen dus blijken van een belang bij hun beroep.

Ten gronde

B.3. Artikel 24, § 5, van de Grondwet bepaalt :

« De inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet. »

Naar luid van het verslag uitgebracht namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, heeft de Grondwetgever gewild dat « alleen democratisch verkozenen (...) door middel van algemeen geldende regelen de inrichting, de erkenning en de subsidiëring van het onderwijs (kunnen) regelen » (*Gedr. St., Senaat, B.Z. 1988, nr. 100-1/2°, p. 4*).

B.4. De voorwaarden waaronder een inschrijving aan een universitaire instelling kan worden geweigerd, behoren tot de inrichting van het onderwijs bedoeld in artikel 24, § 5, van de Grondwet.

B.5. De Grondwetgever heeft niet beoogd iedere delegatie te verbieden die door de wetgever aan de regering zou worden verleend. Een dergelijke delegatie kan evenwel niet zo ver gaan dat zij het aan de Regering zou overlaten regels vast te stellen die voor de organisatie van het onderwijs essentieel zijn.

B.6. Ten deze heeft de decreetgever zich ertoe beperkt te bepalen dat de universitaire overheden, bij een met redenen omklede beslissing, de inschrijving van een student kunnen weigeren « met toepassing van de bepalingen die de Regering getroffen heeft ».

Aldus laat de decreetgever het aan de gemeenschapsregering over de criteria vast te stellen op grond waarvan een inschrijving kan worden geweigerd. Die criteria zijn essentiële bestanddelen van de organisatie van het onderwijs.

De in artikel 16, tweede lid, van het bestreden decreet vervatte delegatie is derhalve niet bestaanbaar met artikel 24, § 5, van de Grondwet.

Het middel is gegrond.

B.7. Enkel de delegatie die aan de Regering is verleend, is door ongrondwettigheid aangetast.

Daarentegen is de bestreden bepaling, in zoverre zij de universitaire overheden machtigt om bij een met redenen omklede beslissing een inschrijving te weigeren, niet strijdig met artikel 24, § 5, van de Grondwet. Die overheden zullen immers van die mogelijkheid geen gebruik kunnen maken dan door criteria toe te passen die door wettelijke bepalingen zijn vastgesteld.

In het tweede lid van artikel 16 van het decreet van 5 september 1994 dienen dus de woorden « met toepassing van de bepalingen die de Regering getroffen heeft » te worden vernietigd.

B.8. Aangezien het tweede middel, zoals het is uiteengezet, niet tot een ruimere vernietiging kan leiden, moet het niet worden onderzocht.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt, in artikel 16, tweede lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, de woorden: « en application des dispositions arrêtées par le Gouvernement » (met toepassing van de bepalingen die de Regering getroffen heeft);

verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 8 februari 1996.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 96 – 407

[C – 21043]

Urteil Nr. 11/96 vom 8. Februar 1996

Geschäftsverzeichnissnr. 842

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 16 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade, erhoben von S. Thiry und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans und A. Arts, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 8. Mai 1995 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 9. Mai 1995 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf teilweise Nichtigerklärung von Artikel 16 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. November 1994) erhoben von S. Thiry, wohnhaft in 1140 Brüssel, avenue H. Dunant 5/19, C. Callant, wohnhaft in 7850 Erghien, rue Saint-Eloi 16, J. Michiels, wohnhaft in 1030 Brüssel, rue Waelhem 19, und N. Neuwenschwander, wohnhaft in 4621 Retinne, rue Sainte-Julienne 19.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 9. Mai 1995 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 30. Mai 1995 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Mai 1995.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— der Flämischen Regierung, place des Martyrs 19, 1000 Brüssel, mit am 10. Juli 1995 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, mit am 17. Juli 1995 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 11. August 1995 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 11. September 1995 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 18. Oktober 1995 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 9. November 1995 anberaunt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 19. Oktober 1995 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 25. Oktober 1995 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 8. Mai 1996 verlängert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 9. November 1995

— erschienen

. RA H. Dineur *loco* RA Y. Lachman, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

. RA F. Liebaut *loco* RA P. Devers, in Gent zugelassen, für die Flämische Regierung,

— haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

Artikel 16 des Dekrets vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade gewährleistet den Studenten die freie Wahl der Universitätseinrichtung, an der sie sich immatrikulieren lassen wollen. Er bestimmt jedoch, daß die Universitätsbehörden die Immatrikulation eines Studenten durch motivierte Entscheidung ablehnen können, und zwar « in Anwendung der von der Regierung festgelegten Bestimmungen ». Er erwähnt auch die Rechtsmittel, die gegen die Ablehnungsentscheidungen eingelegt werden können.

IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

Standpunkt der Kläger

Hinsichtlich der Zulässigkeit

A.1. Die ersten drei Kläger würden an der « Université libre de Bruxelles » studieren, die vierte an der « Université de Liège ». Am Ende des akademischen Jahres möchten sie ihr Studium fortsetzen oder ein neues Studium in Angriff nehmen, und zwar in der Universitätseinrichtung ihrer Wahl. Die angefochtenen Bestimmungen würden sie unmittelbar und in ungünstigem Sinne betreffen, da sie Gefahr laufen würden, dies nicht mehr tun zu können.

Zur Hauptsache

Erster Klagegrund

A.2. Artikel 16 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets sei verfassungswidrig, soweit er bestimme, daß die Universitätsbehörden die Immatrikulation eines Studenten in Anwendung der von der Regierung festzulegenden Bestimmungen ablehnen könnten, wohingegen laut Artikel 24 § 5 der Verfassung « die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft (...) durch Gesetz oder Dekret geregelt » werde.

Wie der Staatsrat in seinen Urteilen Nrn. 33.144 und 34.237 betont habe, habe der Verfassungsgeber den Vorrang des Dekrets vor den Erlassen der Regierung auf zweierlei Art verstärkt, und zwar durch die Annahme von Artikel 24 § 5 und durch die dem Hof erteilte Zuständigkeit, die Gesetze und Dekrete anhand dieses Artikels zu prüfen.

A.3. Der Zugang zum Unterricht stelle einen wesentlichen Bestandteil der entsprechenden Reglementierung dar. Die angefochtene Bestimmung ändere die bisherige Sachlage tiefgreifend und erteile der vollziehenden Gewalt eine Delegation, die über die bloße Durchführung der vom Gesetzgeber selbst festgelegten Grundsätze hinausgehe. Die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats habe in ihrer Stellungnahme darauf hingewiesen, daß « die engen Grenzen, innerhalb deren der Verfassungsgeber die Delegationen im Unterrichtsbereich hat einschränken wollen und deren Prüfung er dem Schiedshof anvertraut hat, im vorliegenden Fall offensichtlich nicht berücksichtigt worden sind » (Doc. C.C.E., 1993-1994, Nr. 166/1).

Zweiter Klagegrund

A.4. Die angefochtene Bestimmung verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung, indem sie generell vorsehe, daß die Universitätsbehörden die Immatrikulation eines Studenten in Anwendung der von der Gemeinschaftsregierung zu verabschiedenden Bestimmungen ablehnen könnten, wohingegen der Gesetzgeber die Anstalten des freien Unterrichtswesens und des offiziellen Unterrichtswesens gleich behandle, obwohl es zwischen diesen beiden Kategorien von Anstalten objektive Unterschiede gebe (siehe Urteil Nr. 27/92).

Standpunkt der Regierung der Französischen Gemeinschaft

Hinsichtlich der Zulässigkeit

A.5. Das von den Klägern geltend gemachte Interesse sei rein hypothetisch. Es sei ihnen kein ablehnender Bescheid zugestellt worden. Sie würden nicht unter Beweis stellen, daß sie in dem Fall, wo sie die Prüfungen im September 1995 nicht bestehen würden, nicht berechtigt wären, sich für das folgende akademische Jahr immatrikulieren zu lassen, entweder weil sie das Jahr zum zweiten Mal wiederholt hätten, oder weil sie nicht innerhalb von drei Jahren zwei Kandidaturen absolviert hätten. Die angefochtene Bestimmung betreffe sie also nicht unmittelbar und ungünstig in naher Zukunft.

Auch wenn dies der Fall sein sollte, so würde ihr Nachteil sich nicht aus der angefochtenen Bestimmung ergeben, da die Universitätsbehörden ihre Immatrikulation nur aufgrund ihrer Geschäftsordnung ablehnen könnten. Die angefochtenen Bestimmungen würden ihnen einen Vorteil bieten, indem ihnen die Garantie der möglichen Rechtsmitteleinlegung gewährt werde, und zwar entweder beim Minister, oder bei einer universitätsinternen Beschwerdekommision. Die Nichtigkeitsklage sei also unzulässig.

Zur Hauptsache

Erster Klagegrund

A.6. Artikel 24 § 5 der Verfassung verhindere nicht, daß der Regierung Delegationen im Zusammenhang mit dem Inkrafttreten von durch den Gesetzgeber selbst festgelegten Grundsätzen erteilt würden. Was das Dekret nicht der Behörde, der die Delegation erteilt werde, überlassen könne, sei die Festlegung der wesentlichen Grundsätze bzw. der grundlegenden Entscheidungen, ohne daß ihr gewisse Beschränkungen auferlegt würden.

Im vorliegenden Fall seien die wesentlichen Bestimmungen in das Dekret selbst aufgenommen worden — das Prinzip der möglichen Ablehnung einer Immatrikulation und die zwei Möglichkeiten der Rechtsmittel einlegung. Die erteilte Delegation beschränke sich auf die Modalitäten der motivierten Entscheidung.

A.7. Die von der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats geäußerte Kritik habe sich nicht auf den angefochtenen Artikel bezogen, sondern auf die Artikel 10 § 2, 11 und 17.

A.8. Bereits vor der Annahme des fraglichen Dekrets habe die Immatrikulation von Studenten abgelehnt werden können, soweit die Ablehnung nicht diskriminierend sei (Artikel 27 § 7 des Gesetzes vom 27. Juli 1971, was die Universitäten der Gemeinschaft betrifft; ständige Rechtsprechung, was die übrigen Universitäten anbelangt). Die Geschäftsordnungen der Universitäten hätten bereits eine Beschwerdekommision vorgesehen. Die angefochtene Bestimmung habe lediglich zur Folge, daß für die Ablehnungsentscheidungen ein Rahmen geschaffen werde, so daß es sich nicht länger um rein universitätsinterne Entscheidungen handeln würde, sondern die von der Regierung vorgeschriebenen Modalitäten beachtet werden müßten.

Zweiter Klagegrund

A.9. Die Möglichkeit, die Immatrikulation eines Studenten aus bestimmten Gründen (dreimal durchgefallen bzw. in den Kandidaturen zweimal durchgefallen) abzulehnen, sei bereits in Artikel 27 § 7 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 sowie in den Geschäftsordnungen der Universitäten vorgesehen gewesen. Das angefochtene Dekret habe lediglich diese Möglichkeit bestätigt und gleichzeitig gewisse Garantien auf rechtlicher Ebene hinzugefügt — die Motivierungspflicht und die Möglichkeit der Rechtsmittel einlegung.

A.10. Es sei nicht einzusehen, wie die Kläger einer Diskriminierung zum Opfer fallen würden. Sie hätten kein Interesse an ihrem Klagegrund.

A.11. Die bestehenden Unterschiede zwischen offiziellen und freien Anstalten würden dem Gesetzgeber nicht verbieten, einer Universitätseinrichtung im einen wie im anderen Fall zu ermöglichen, nicht alle sich anmeldenden Studenten zuzulassen. Die Zielsetzung bestehe im Gegenteil darin, eine weiterreichende Angleichung zwischen den Netzen herbeizuführen (*Doc. C.C.F.*, 1993-1994, Nr. 166/1, S. 1, und Gutachten des Staatsrats, S. 36).

A.12. Die beiden Kategorien von Einrichtungen seien nicht gleichgestellt worden, da der Gesetzgeber, was die von der Gemeinschaft organisierten Universitätseinrichtungen betrifft, Beschränkungen vorgesehen habe — Motivierung und spezifische Rechtsmittel —, die nicht notwendigerweise in den freien Einrichtungen gelten würden.

A.13. Das Gesetz der Veränderlichkeit verbiete, daß jemand ein wohlverworbenes Recht auf die Aufrechterhaltung einer Regelung, die er für günstiger halte, geltend machen könnte.

Standpunkt der Flämischen Regierung

A.14. Die Flämische Regierung erklärt, sich nach dem Ermessen des Hofes zu richten, und behält sich das Recht vor, ihren Standpunkt später zu präzisieren.

Erwiderung der Kläger

Hinsichtlich der Zulässigkeit

A.15. Wegen der Allgemeinheit des Wortlauts der erteilten Delegation könnte die Gemeinschaftsregierung Ablehnungsgründe vorsehen, die es etwa ermöglichen würden, die Immatrikulation eines sitzengebliebenen Studenten abzulehnen oder gar einen *Numerus clausus* einzuführen. Die Kläger würden somit Gefahr laufen, ihr Studium nicht beenden bzw. ein neues Studium nicht in Angriff nehmen zu können. Es sei nicht erforderlich, daß sie unter Beweis stellen würden, bereits einen Nachteil erlitten zu haben, was darauf hinauslaufen würde, daß ein jeder daran gehindert werde, beim Hof eine Klage gegen eine Gesetzesbestimmung anhängig zu machen, die nicht innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* zur Durchführung gebracht worden sei.

Zur Hauptsache

Erster Klagegrund

A.16. Artikel 27 § 7 des Gesetzes vom 27. Juli 1971 habe dem Rektor einer Universität die Möglichkeit geboten, die Immatrikulation eines Studenten abzulehnen, jedoch nur insofern, als er nicht für die Finanzierung der Universität in Betracht komme.

Die angefochtene Bestimmung führe eine allgemeine Regel ein, die es ermögliche, die Immatrikulation eines Studenten abzulehnen, und sieht keinerlei Begrenzung der der Regierung erteilten Zuständigkeit vor.

A.17. Die von der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats geäußerte Kritik angesichts des Umfangs der der Regierung erteilten Delegationen habe sich beispielsweise auf Artikel 10 § 2 bezogen, aber sie gelte für alle durch das Dekret erteilten Delegationen, die einen wesentlichen, vom Gesetzgeber zu regelnden Bestandteil betreffen würden.

— B —

Hinsichtlich der Zulässigkeit

B.1. Artikel 16 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade bestimmt folgendes:

« Der Student hat die freie Wahl der Universitätseinrichtung, an der er sich immatrikulieren lassen möchte.

Die Universitätsbehörden können jedoch in einer motivierten Entscheidung, in Anwendung der von der Regierung festgelegten Bestimmungen, die Immatrikulation eines Studenten ablehnen.

Wenn die Ablehnung von einer durch die Französische Gemeinschaft organisierten Einrichtung ausgeht, kann der Student innerhalb von 30 Tagen per Einschreiben beim Minister Beschwerde einlegen, der innerhalb von 30 Tagen die Ablehnung rückgängig machen kann.

Die von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Universitätseinrichtungen sehen in ihren Verordnungsbestimmungen die Gründung und Organisation einer Kommission für die Bearbeitung der Beschwerden jener Studenten, deren Immatrikulation abgelehnt wurde, vor. Diese Kommission, deren Unabhängigkeit gewährleistet werden muß, kann die Ablehnung unter Beachtung der Verordnungsbestimmungen rückgängig machen. »

B.2. Die Kläger, die zur Zeit Universitätsstudenten sind, können durch die angefochtene Bestimmung unmittelbar und in ungünstigem Sinne betroffen werden, da in Zukunft ihre Immatrikulation abgelehnt werden könnte, wenn sie nicht jenen Bestimmungen genügen würden, die die Regierung kraft der durch Absatz 2 von Artikel 16 ihr erteilten Delegation angenommen haben sollten.

Von den Klägern kann nicht verlangt werden, daß sie bereits jetzt nachweisen würden, daß ihnen die angefochtene Rechtsnorm einen Nachteil zufügen wird, da die Regierung noch nicht die Bestimmungen angenommen hat, zu deren Annahme sie ermächtigt wurde, und da diese Bestimmungen, wenn sie einmal angenommen worden sind, von der Regierung abgeändert werden können und die Kläger die Gesetzesbestimmung, die sie benachteiligt, innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* anzufechten haben. Die Kläger weisen somit ein Interesse an ihrer Klageerhebung nach.

Zur Hauptsache

B.3. Artikel 24 § 5 der Verfassung bestimmt folgendes:

« Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft wird durch Gesetz oder Dekret geregelt. »

Laut dem namens des Ausschusses für die Verfassungsrevision und die Reform der Institutionen erstatteten Bericht wollte der Verfassungsgeber, daß « nur demokratisch Gewählte mittels allgemein geltender Vorschriften die Organisation, die Anerkennung und die Bezuschussung des Unterrichtswesens regeln können » (*Parl. Dok.*, Senat, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 100-1/2°, S. 4).

B.4. Die Voraussetzungen, unter denen die Immatrikulation an einer Universitätseinrichtung abgelehnt werden kann, gehören zum Bereich der Organisation des Unterrichtswesens im Sinne von Artikel 24 § 5 der Verfassung.

B.5. Der Verfassungsgeber hat nicht jede Delegation, die der Gesetzgeber der Regierung erteilen würde, verbieten wollen. Eine solche Delegation darf jedoch nicht so weit reichen, daß sie es die Regierung überlassen würde, Regeln festzulegen, die für die Organisation des Unterrichtswesens von wesentlicher Bedeutung sind.

B.6. Im vorliegenden Fall hat der Dekretgeber sich darauf beschränkt, zu bestimmen, daß die Universitätsbehörden durch motivierte Entscheidung die Immatrikulation eines Studenten « in Anwendung der von der Regierung festgelegten Bestimmungen » ablehnen können.

Somit stellt der Dekretgeber es der Gemeinschaftsregierung anheim, die Kriterien festzulegen, auf deren Grundlage eine Immatrikulation abgelehnt werden kann. Diese Kriterien sind wesentliche Bestandteile der Organisation des Unterrichtswesens.

Die in Artikel 16 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets enthaltene Delegation ist demzufolge unvereinbar mit Artikel 24 § 5 der Verfassung.

Der Klagegrund ist begründet.

B.7. Nur die der Regierung erteilte Delegation ist mit dem Fehler der Verfassungswidrigkeit behaftet.

Demgegenüber steht die angefochtene Bestimmung insofern, als sie die Universitätsbehörden dazu ermächtigt, durch motivierte Entscheidung eine Immatrikulation abzulehnen, nicht im Widerspruch zu Artikel 24 § 5 der Verfassung. Diese Behörden werden von dieser Möglichkeit nämlich nur dadurch Gebrauch machen können, daß sie Kriterien zur Anwendung bringen, welche durch Gesetzesbestimmungen festgelegt worden sind.

In Absatz 2 von Artikel 16 des Dekrets vom 5. September 1994 ist also die Wortfolge « in Anwendung der von der Regierung festgelegten Bestimmungen » für nichtig zu erklären.

B.8. Da der zweite Klagegrund so, wie er dargelegt wurde, nicht zu einer weiterreichenden Nichtigerklärung führen kann, braucht er nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt in Artikel 16 Absatz 2 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. September 1994 zur Regelung des Universitätsstudiums und der akademischen Grade die Wortfolge « en application des dispositions arrêtées par le Gouvernement » (in Anwendung der von der Regierung festgelegten Bestimmungen) für nichtig;

weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 8. Februar 1996.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTÉ ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 408

21 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 juin 1993 relatif aux garanties locatives pour les logements donnés en location par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié le 1er juin 1995

[27076]

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 4, § 2, 4°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 juin 1993 relatif aux garanties locatives pour les logements donnés en location par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié le 1er juin 1995;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 27 juin 1995;